

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

---

#### **Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes des établissements du GHT44 pour la période 2025-2029**

---

Appel d'Offres Ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 1°  
et R.2161-1 à R.2161-5 du Code la commande publique.

REFERENCE DE LA CONSULTATION : **AOO 24104**

#### **TOUS LOTS**

**POUVOIR ADJUDICATEUR :**

Centre Hospitalier Universitaire de Nantes  
Etablissement support du GHT 44  
Immeuble Deurbroucq - 5, allée Gloriette  
44093 – NANTES CEDEX

## Table des matières

Préambule GHT .....	3
1 - Dispositions générales du marché .....	4
1.1 - Objet du marché .....	4
1.2 - Décomposition des prestations .....	4
1.3 – Forme du marché .....	5
2 - Pièces contractuelles .....	5
3 – Lieux d’exécution.....	6
4 - Durée et délais d'exécution.....	6
5 - Intervenants .....	6
5.1 - Cotraitance .....	6
5.2 - Sous-traitance.....	7
6 - Prix.....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
6.2 - Conditions de notification des bons de commande .....	8
6.3 - Modalités de variation des prix.....	9
7 - Garanties Financières .....	9
8 - Avance.....	9
9 - Modalités de facturation et de paiement .....	10
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	11
10.1 - Adresses d'exécution .....	11
10.2 - Horaires et délais d'exécution .....	11
10.3 - Suspension .....	11
10.4 - Engagement du titulaire.....	12
10.5 - Procédure de contrôle et réception des prestations .....	12
10.6 - Exécution du marché aux frais et risques du titulaire .....	12
11 - Garantie des prestations .....	12
12 – Pénalités .....	13
12.1. - Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations .....	13
12.2. - Pénalités diverses .....	14
12.3. Pénalité pour travail dissimulé .....	14
12.4. Mesures compensatoires .....	14
13 – Clause de réexamen.....	14
14 - Assurances.....	15
15 - Résiliation du contrat .....	15
15.1 - Conditions de résiliation.....	15
15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	15
16 - Règlement des litiges et langues.....	15
17 - Dérogations.....	15

- Annexe 1 : Modalités livraison-facturation des établissements du GHT 44

### LE GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE (G.H.T. 44) :

La Loi de modernisation du système de santé du 26 janvier 2016 a mis en place un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé qui a conduit à la création le 1<sup>er</sup> juillet 2016 du **GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE DE LOIRE-ATLANTIQUE**, dénommé ci-après **GHT 44**.

**Le GHT 44 est composé des 13 établissements suivants** : CHU Nantes, désigné établissement support du GHT, CH Saint-Nazaire, CH Châteaubriant-Nozay-Pouancé (Châteaubriant), HI de la Presqu'île (Guérande), HI Sèvre et Loire (Vertou), HI du Pays de Retz (Pornic), EPSYLAN (Blain), CH Erdre et Loire (Ancenis), CH Georges Daumézon (Bouguenais), CH Savenay, Hôpital Bel Air (Corcoué-sur-Logne), CH Pierre Delaroche (Clisson), CH Maubreuil (Saint Herblain).

Le **CHU de Nantes**, en tant qu'établissement support assure pour le compte des établissements parties du GHT, la responsabilité de la fonction achat. Il est ainsi chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés publics et de leurs avenants.

En outre, par convention constitutive de groupement de commandes, il a été décidé d'associer à la démarche de mutualisation des achats du GHT44 conduite par le CHU de Nantes, les structures de coopération suivantes dont les établissements du GHT44 sont membres : GCS PUI Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS de Moyens Cité Sanitaire (Saint Nazaire), GCS Cité Sanitaire Nazairienne (Saint Nazaire), GCS Pôle de réadaptation Maubreuil et la Tourmaline et GCS du Pays de Retz (Pornic).

### Répartition des compétences :

**En phase de passation du marché public**, le CHU de Nantes constitue l'interlocuteur unique des opérateurs économiques. Il assure la procédure de passation et la signature du marché public pour l'ensemble des établissements du GHT44 et pour les structures associées.

### En phase d'exécution du marché :

- Le CHU de Nantes assure la gestion contractuelle du marché (prise en charge des modifications du marché, décision de reconduction ou non reconduction, résiliation du marché) en concertation le cas échéant avec les autres membres ;
- Les établissements membres du GHT44 et les structures associées assurent, chacun pour la part du marché public qui les concerne, l'exécution financière du marché public (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, applications des pénalités, règlement des factures, agrément des sous-traitants).



# 1 - Dispositions générales du marché

## 1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent la maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes pour la période 2025-2029 des établissements du GHT44.

Les établissements concernés sont les suivants :

- CH Bel Air (Corcoué)
- CH Châteaubriant – Nozay - Pouancé
- CH Daumezon (Bouguenais)
- CH Delaroche (Clisson)
- CH EPSYLAN (Blain)
- CH Erdre et Loire
- CHU Nantes
- HI Pays de Retz
- HI Presqu'île (Guérande – Le Croisic)
- CH Saint-Nazaire
- CH Savenay
- HI Sèvre et Loire

L'établissement de Maubreuil (établissement partie du GHT44) est susceptible d'intégrer le marché en cours d'exécution conformément aux dispositions de l'article 13.2 du présent C.C.A.P. L'inventaire de ses installations sera intégré par avenant au présent marché (lot 2).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par chaque établissement du GHT 44.

## 1.2 - Décomposition des prestations

Les prestations sont réparties en 4 lots

Lots	Désignation
1	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes des Centres hospitaliers de Saint-Nazaire, HI Presqu'île (Guérande-Le Croisic), Savenay, HI Pays de Retz (Pornic), Epsylan (Blain)
2	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes des Centres hospitaliers de Ancenis, Bouguenais, Clisson, Corcoué sur Logne, Châteaubriant-Nozay-Pouancé, CHU de Nantes (gériatrie), HI Sèvre et Loire
3	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes – CHU de Nantes (tous sauf gériatrie)
4	Maintenance multimarque des portes automatiques, portails et barrières levantes– CHU de Nantes (IDN)

Chaque lot fait l'objet d'un accord-cadre attribué à un opérateur économique unique.  
Les dispositions du présent CCAP s'appliquent aux lots 1 à 4.

## **PERIMETRE DU CHU DE NANTES (lots 3 et 4) :**

Un nouvel ensemble hospitalo-universitaire dit « Projet Ile de Nantes » est en cours de construction sur la zone Ouest de l'île de Nantes, à Nantes. L'opération de construction neuve concerne 13 bâtiments représentant une surface de plus de 200 000 mètres carrés de surface dans œuvre hors stationnement.

A titre indicatif, la réception des travaux est prévue de janvier à décembre 2026 et le déménagement vers le site ILE DE NANTES devrait avoir lieu au 2ème semestre 2027. Il concerne les sites de l'Hôtel Dieu et du HME.

Aussi, les prestations sur le site de l'île de Nantes (lot4) devraient en principe débiter le 1<sup>er</sup> janvier 2028.

Les prestations sur les sites de l'hôtel dieu et du HME (lot 3) seront arrêtées parallèlement et d'une manière progressive. Au terme du déménagement, les prestations sur les sites de l'hôtel Dieu et du HME seront définitivement arrêtées. En revanche, les prestations sur les autres sites du CHU de Nantes se poursuivront jusqu'au terme du marché.

**Toutes les dates mentionnées ci-dessus sont données à titre purement indicatif. Elles sont susceptibles d'évoluer sans que les titulaires des marchés ne puissent soulever une quelconque réclamation.**

### **1.3 – Forme du marché**

Chaque lot donne lieu à la passation d'un accord-cadre à bons de commande attribué à un seul opérateur économique. Il est conclu sans minimum mais avec seulement un maximum.

Les montants estimés pour chacun des lots, **sur la durée de l'accord-cadre (reconductions comprises)**, sont les suivants :

- Lot 1 : 200 000 € HT
- Lot 2 : 200 000 € HT
- Lot 3 : 1 200 000 € HT
- Lot 4 : 1 000 000 € HT

Les montants maximums pour chacun des lots, **sur la durée de l'accord-cadre (reconductions comprises)**, sont les suivants :

- Lot 1 : 400 000 € HT
- Lot 2 : 400 000 € HT
- Lot 3 : 2 400 000 € HT
- Lot 4 : 2 000 000 € HT

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- l'acte d'engagement dûment complété et signé et son annexe :
  - Annexe 1 : annexe financière « AOO 24104\_Annexe 1 à l'AE\_bordereau des prix.xls »
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) AOO-24104 commun aux 4 lots et son annexe :
  - Annexe 1 : Modalités livraison-facturation des établissements du GHT 44

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) AOO-24104 commun aux 4 lots et ses annexes
  - o Annexe 1 : inventaires des installations « AOO 24104\_annexe 1 CCTP\_inventaires.xls » spécifique à chaque lot
  - o Annexe 2 : Planning des visites et référents techniques « AOO 24104\_Annexe 2 CCTP\_Planning visites\_tous lots.xls »
  - o Annexe 3 : Modalités de transmission des rapports pour le CHU de Nantes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire incluant le **cadre réponse dûment complété** et le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat.

L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du Centre Hospitalier Universitaire de Nantes, établissement support du GHT et coordonnateur du groupement régional de commande, fait seule foi.

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, la notification du marché comprend uniquement un exemplaire de l'acte d'engagement et de ses annexes.

**Toute clause portée par le(s) titulaire(s) sur les documents annexés à l'acte d'engagement notamment les conditions générales de vente qui serait contradictoire aux dispositions des autres documents contractuels est inopposable au pouvoir adjudicateur.**

### 3 – Lieux d'exécution

Les adresses physiques des lieux d'exécution sont détaillées en annexe 1 du présent CCAP. Cette liste n'est pas exhaustive et est susceptible d'être modifiée en fonction des réformes, rénovations ou acquisitions de locaux par les établissements concernés par le présent marché.

### 4 - Durée et délais d'exécution

Chaque accord-cadre est conclu à compter du 01/05/2025 ou de sa date de notification au titulaire, si celle-ci est postérieure au 01/05/2025, jusqu'au 30/04/2026

Il pourra ensuite être reconduit tacitement 3 fois. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

L'exécution des prestations débute à compter du 01/05/2025 ou de la date de notification du contrat, sauf pour le lot 4 (Cf. § 1.2).

### 5 - Intervenants

#### 5.1 - Cotraitance

Pour assurer la bonne exécution du marché public, si le titulaire est un groupement momentané de sociétés, la forme imposée après attribution du marché public sera le groupement conjoint avec mandataire commun solidaire des membres du groupement, en raison de la nécessité d'assurance la continuité du service public. Le mandataire s'assurera que les cotraitants possèdent toutes les qualifications requises pour répondre à l'obligation de résultat.

## 5.2 - Sous-traitance

Le titulaire pourra sous-traiter certaines prestations dans le cas où il ne serait pas en mesure d'en effectuer la totalité compte tenu de leur spécificité, de pannes d'équipements de mesure ou de surcharges ponctuelles d'activité. Les sous-traitants devront bénéficier des qualifications requises pour les prestations qu'ils réalisent dans le cadre du présent marché. Les sous-traitants éventuels présentés en cours d'exécution seront soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur de l'établissement adhérent concerné.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prix se présentent de la manière suivante :

- **prix forfaitaire** par équipement selon la formule retenue par les établissements (préventif seul ou correctif inclus),
- **prix unitaires** pour les autres prestations et fournitures non comprises dans les forfaits.

Les prix de référence des marchés sont les prix nets hors taxes mentionnés dans l'ANNEXE 1 à l'acte d'engagement - **BORDEREAU DES PRIX**, spécifique à chaque lot (AOO 24104\_Annexe 1 à l'AE\_bordereau des prix.xls).

Les prix de règlement s'entendent Toutes Taxes Comprises, aux taux de T.V.A. en vigueur (réduit et normal) au jour de la livraison des fournitures et au jour d'exécution des prestations de maintenance. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les fournitures et prestations.

Les fournitures s'entendent livrées franco de port, de conditionnement et d'emballage dans les locaux des établissements adhérents au groupement.

La main d'œuvre concernant les opérations de maintenance corrective (défaillances, pannes) **non comprises dans les forfaits de maintenance corrective** est rémunérée en fonction :

- du temps d'intervention exprimé en heures,
- des taux horaires nets de référence, intégrant les frais de déplacement et d'hébergement éventuels, mentionnés dans l'ANNEXE 1 à l'acte d'engagement - **BORDEREAU DES PRIX**, spécifique à chaque lot (AOO 24104\_Annexe 1 à l'AE\_bordereau des prix.xls)

Les pièces détachées ou sous-ensembles fournis **en dehors de ceux inclus dans les prix forfaitaires** sont facturés aux prix unitaires du tarif du titulaire. Ces tarifs incluent toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la fourniture ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au transport, à la manutention.

Les éléments ne figurant pas dans le tarif du titulaire sont facturés :

- soit aux prix des tarifs des principaux constructeurs de matériels, minorés des remises proposées à dans l'ANNEXE 1 à l'acte d'engagement - **BORDEREAU DES PRIX**, spécifique à chaque lot (AOO 24104\_Annexe 1 à l'AE\_bordereau des prix.xls),
- soit aux prix d'approvisionnement du titulaire majorés du coefficient d'approvisionnement proposé dans l'ANNEXE 1 à l'acte d'engagement - **BORDEREAU DES PRIX**, spécifique à chaque lot (AOO 24104\_Annexe 1 à l'AE\_bordereau des prix.xls).

Les taux de remise et le coefficient d'approvisionnement sont garantis pour toute la durée du marché.

## **6.2 - Conditions de notification des bons de commande**

### **6.2.1 Prestations à prix global et forfaitaire**

Pour les forfaits, les établissements adresseront **un bon de commande annuel** au titulaire au début de la période concernée.

S'agissant de la première année d'exécution du marché (2025), le planning sera établi au plus tard le mois suivant la notification du marché et tiendra compte des visites déjà effectuées au cours du premier quadrimestre par le titulaire en place. Le prix forfaitaire annuel des installations concernées sera ajusté en conséquence (1 ou 2 visites). Les établissements établiront les bons de commande afférents une fois que les prestations à réaliser auront été validées.

**A compter de la deuxième année civile d'exécution du marché, les bons de commande relatifs à la maintenance préventive et corrective comprise au sein des forfaits seront adressés au titulaire au plus tard au mois de janvier de l'année n.**

A noter que les forfaits que les établissements envisagent de retenir sont mentionnés dans l'inventaire. Ces derniers sont donnés à titre indicatif et peuvent évoluer chaque année.

Le **planning d'intervention** sera arrêté entre le prestataire et le représentant de l'établissement le mois précédent la nouvelle période d'exécution du marché.

### **6.2.2 Prestations hors forfait**

Les bons de commande seront notifiés par les établissements adhérents concernés.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser



### 6.3 - Modalités de variation des prix

Les prix nets Hors Taxes sont fermes jusqu'au 31/12/2025. Ils seront ensuite révisables annuellement, à la date anniversaire du marché fixée, **pour la révision des prix**, au **1er janvier**, selon la formule suivante

$$P = P_o \{0.15 + 0.85 [(0,60 \times \text{ICHT-IME}/\text{ICHT-IME}_o) + (0,20 \times \text{FSD2}) + (0,20 \times \text{CPF } 26,1/\text{CPF } 26,1_o)]\}$$

selon les dispositions suivantes :

- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- ICHT-IME : coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques
- FSD2 : Energie et biens intermédiaires
- CPF 26.1 : Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Composants et cartes électroniques <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010764217>
  
- Les indices MO de référence sont les suivants :
  - ICHT-IME : septembre 2024
  - FSD2 : décembre 2024
  - CPF 26.1 : décembre 2024

Le titulaire notifiera au C.H.U de Nantes, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa proposition de révision au plus tard deux (2) mois avant l'échéance annuelle du marché, soit **avant le 31 octobre** de chaque année.

**Toute proposition de révision arrivant hors délai sera rejetée et les tarifs resteront inchangés pour la nouvelle période d'exécution du marché.**

La révision s'applique à tous les prix. Les taux de remise appliqués sur le tarif public restent quant à eux fermes pour la durée du marché.

### 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

### 8 - Avance

Dans le respect des dispositions des articles L2191-2 et R2191-3 à R2191-19 du Code de la Commande Publique, une avance au taux de 5 % est accordée au titulaire (Option B du CCAG), sauf refus de sa part formulé dans l'acte d'engagement.

Le paiement de l'avance intervient sur présentation d'une demande écrite. Son montant ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire.

## 9 - Modalités de facturation et de paiement

### ➤ Modalités de règlement : acomptes et règlements partiels définitifs

Les modalités de règlement applicables sont définies à l'article 11 du C.C.A.G.-F.C.S.

Les acomptes seront versés selon les modalités suivantes :

- Au trimestre échu pour les prestations à prix forfaitaires
- Après service fait pour les prestations hors forfaits ayant fait l'objet d'un bon de commande spécifique

### ➤ Délai de paiement

Le délai de paiement est de 50 jours maximum.

Le point de départ dudit délai est la date de réception de la demande de paiement ou de la date d'admission des prestations, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiements. Cette date est constatée par l'ordonnateur.

### ➤ Présentation des factures

Outre les mentions légales, les factures établies par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du titulaire (nom ou raison sociale, adresse complète, numéro de SIRET)
- La désignation du destinataire de la facture (nom et numéro SIRET) avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement
- Le numéro de la facture : numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- Le numéro du marché
- En cas de marché exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture et le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

➤ Transmission des demandes de paiement

Conformément à l'article L2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire a l'obligation de transmettre ses factures sous forme électronique lorsque le contrat est conclu avec des personnes morales de droit public.

**La transmission des factures, dans le cadre du présent marché, s'effectue obligatoirement, sur le portail de l'Etat CHORUS PRO. (<https://chorus-pro.gouv.fr>)**

L'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Pour obtenir des informations sur CHORUS PRO, veuillez suivre le lien <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Les paramétrages sont spécifiques à chaque établissement partie : VOIR ANNEXE 2 du présent CCAP.

## **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon pour les prestations non comprises dans le forfait.

### **10.1 - Adresses d'exécution**

Le détail des lieux géographiques figure en annexe 1 du CCAP.

### **10.2 - Horaires et délais d'exécution**

Pour la maintenance préventive, les plages horaires et les jours d'intervention dans la semaine sont précisés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

La maintenance corrective doit être effectuée suivant les plages horaires hebdomadaires spécifiées dans le CCTP. Les délais maximums d'intervention seront aussi fonction des stipulations propres à chaque lot.

### **10.3 - Suspension**

Dans le cas où les installations ou les matériels soumis à maintenance feraient l'objet de travaux de modernisation, de rénovation ou de remplacement pendant la durée du marché, il pourra être demandé au titulaire de suspendre l'exécution des prestations de maintenance devenues alors sans objet ou redondantes pendant la période de garantie des nouvelles acquisitions.

Les opérations de maintenances préventives non exécutées ou annulées par le gestionnaire du marché avant leur exécution, ne seront pas facturées.

Dans le cas où une installation serait soumise à une interruption d'exploitation supérieure à 15 jours calendaires quelle que soit la nature et la raison de l'arrêt, la facturation des prestations de maintenance préventive et de garantie d'intervention non exécutée sera suspendue dès le premier jour de cet arrêt.

#### **10.4 - Engagement du titulaire**

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de maintenance, objet du présent marché, sans dépasser les périodicités maximales exigées à l'article 3.2 du CCTP.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations de maintenance, objet du présent marché, sur les installations décrites dans le CCTP, dans l'état dans lequel elles se trouvent lors de la notification du marché. Les établissements ne sauraient être tenus pour responsables si des détériorations nécessitant une remise en état n'ont pas été décelées lors de la visite sur site.

Les bons d'interventions, rapports récapitulatifs et comptes rendus seront adressés dans les conditions du chapitre 3.3 et 4.7 du CCTP.

#### **10.5 - Procédure de contrôle et réception des prestations**

Les vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées par le pouvoir adjudicateur ou son représentant local conformément aux articles 27 à 33 du CCAG/FCS.

Si les fournitures ou les prestations ne correspondent pas aux spécifications du présent marché, le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra les refuser et mettre le titulaire en demeure de les remplacer dans le délai imparti.

Dans le cas où la quantité ou la qualité ne serait pas conforme à la commande, le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra mettre le titulaire en demeure de reprendre les excédents ou de compléter la livraison dans les délais impartis.

A compter de la date de livraison des fournitures, le responsable technique de chaque établissement disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour procéder à l'admission des fournitures et des prestations, conformément aux clauses du CCAG-FCS.

L'admission des prestations est subordonnée à la remise en main propre au personnel technique de site du bon d'intervention par le titulaire.

#### **10.6 - Exécution du marché aux frais et risques du titulaire**

En cas d'inexécution d'une prestation ou de carence dans l'approvisionnement en qualité ou en quantité par le titulaire dans les délais, les établissements adhérents au groupement pourront en outre faire procéder par un tiers à l'exécution de ladite prestation ou s'approvisionner auprès du fournisseur de leur choix aux frais et risques du titulaire, conformément à l'article 45 du CCAG/FCS.

En cas de différence de prix au détriment de l'établissement, celle-ci sera imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué au profit du titulaire.

### **11 - Garantie des prestations**

Les éléments, sous-ensembles ou composants remplacés au titre du présent marché seront garantis contre tout vice de fabrication, d'adaptation ou de montage pendant une durée minimale d'un an à dater de leur montage.

## 12 – Pénalités

Conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS, l'ensemble des pénalités, si elles sont appliquées, le seront sans mise en demeure préalable. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucun seuil plancher pour exonération de pénalité n'est prévu.

Les pénalités sont cumulables et ne libèrent pas le titulaire des sanctions, amendes et frais d'indemnisation de tiers qui pourraient lui être infligés par les autorités compétentes pour non-respect des dispositions légales. Chaque établissement du GHT44 a la charge d'appliquer les pénalités pour le contrat qui le concerne. Leur application fera l'objet d'une émission de titre adressé au titulaire par le trésorier de l'établissement concerné.

Le montant des pénalités s'entend hors T.V.A.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, il est fait application des pénalités suivantes :

### 12.1. - Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les pénalités pour retard dans l'exécution des prestations sont calculées par jour de retard \* (jour ouvré, week-end et jours fériés inclus) jusqu'à la réalisation effective de la prestation en retard.

Manquement observé	Type de pénalité	Montant de la pénalité
Absence de remise de calendrier des visites préventives (si du fait du titulaire) un mois avant le démarrage de la nouvelle période d'exécution du marché	Forfait par jour de retard*	100 €
Retard dans la remise du rapport d'intervention suite à la visite préventive	Forfait par jour de retard*	100 €
Retard d'exécution sur le calendrier de maintenance préventive validé avec les établissements parties concernés	Forfait par jour de retard*	100 €
Non-respect du délai maximal d'intervention après le signalement d'un défaut (art. 4.3 du CCTP)	Forfait par heure de retard	200 €
Non prise en compte de l'appel du service d'astreinte	Forfait par manquement	300 €
Non-respect du délai de remise en service d'une installation en défaut sans mise en place de mesures conservatoires (art. 4.5 du CCTP)	Forfait par heure de retard	200 €
Non-respect du délai de remise de devis (art. 4.6 du CCTP)	Forfait par jour de retard	100 €

## 12.2. - Pénalités diverses

Manquement observé	Type de pénalité	Montant de la pénalité
Non-respect des règles d'hygiène et de sécurité	Forfait par infraction constatée	500 €
Défaut de communication d'une situation anormale aggravante	Forfait par infraction relevée (plus frais éventuel causé par la situation anormale)	150 €

## 12.3. Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant maximum TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

## 12.4. Mesures compensatoires

Il est entendu par mesures compensatoires, toutes actions permettant d'assurer un bon niveau de sécurité tel que la mise en place d'agent de sécurité qualifié SSIAP ou tout autre proposition en accord avec l'établissement concerné et le service de prévention du SDIS par exemple ou les autres établissements parties concernés. Ces mesures seront facturées à la charge du titulaire du marché en cas de non-respect de remise en service dans les délais impartis des équipements nécessitant une intervention du titulaire.

## 13 – Clause de réexamen

1) En application des articles R.2194-1 et R.2194-6 1° du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, après accord du CHU de Nantes, lorsque le titulaire initial cède son marché public à un tiers à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence. Le nouveau titulaire doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial. En cas d'accord du CHU de Nantes, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale. En cas de désaccord du CHU de Nantes, le marché public sera résilié aux torts du titulaire initial.

2) En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le marché public pourra être modifié, à la demande du CHU de Nantes en tant qu'établissement support du GHT, lorsque l'intégration d'une ou plusieurs prestations d'un ou des membre(s) du GHT 44 est devenue nécessaire et à condition que cette modification n'entraîne pas d'autres modifications substantielles.

En cas d'accord du titulaire du marché public, la modification sera formalisée par un avenant ou par une décision de modification unilatérale du marché.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.2.1 du CCAG FCS,
- L'article 12 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG – FCS